

I Copropriétaire à mandataire commun

DELEGATION

N° de dossier

Date du dépôt

Réservé à l'Anah

ENGAGEMENTS DU DEMANDEUR PROPRIÉTAIRE OCCUPANT

Nom et adresse de la copropriété :

.....

.....

Je soussigné(e) nom et prénom :

.....

Situation : ☐ vous êtes propriétaire occupant ;

ou cas particulier :

☐ vous n'êtes pas propriétaire du logement mais vous assurez la charge des travaux ;

☐ vous êtes propriétaires d'un logement occupé, à titre gratuit, par un ménage de ressources modestes.

Indiquez également si la demande est effectuée dans le cadre d'une aide cumulée à l'aide au syndicat des copropriétaires :

oui ☐ non ☐

Logement objet des travaux : lot n°

● m'engage à :

- occuper le logement à titre de résidence principale pendant une durée minimale de 6 (six) ans au plus tard dans le délai d'un an après la date de réception par la délégation de l'Anah des pièces justifiant l'exécution des travaux ;
- en cas d'application du 3° de l'article 15-B du RGA : héberger un ménage de ressources modestes pendant une durée minimale de 6 ans ;
- en cas d'application du 3° du I de l'article R. 321-12 du CCH : à ce que les propriétaires du bien pour lequel j'ai assuré la charge des travaux occupent ce logement à titre de résidence principale pendant une durée minimale de 6 ans ;
- aviser l'Anah par écrit, après le dépôt du dossier et jusqu'au terme des engagements d'occupation indiqués ci-dessus de toutes modifications qui pourraient être apportées au droit de propriété et aux conditions d'occupation du logement subventionné ;
- permettre à l'Anah de visiter les lieux et à lui communiquer les justificatifs et documents nécessaires à l'exercice du contrôle, et ce, pendant toute la durée des engagements pris avec l'Anah ; le refus de se soumettre au contrôle entraîne l'annulation de la subvention et le reversement des sommes versées par l'Anah, dans les conditions ci-dessous ;
- reverser à l'Anah, en cas de non respect des engagements ci-dessus, le montant des subventions reçues. Les sommes à reverser sont établies en tenant compte de la durée des engagements restant à courir à compter de la date de leur rupture ; celles-ci seront majorées de la variation de l'indice de référence des loyers (IRL) entre la date du dernier versement et celle de la décision de reversement (les indices pris en compte seront ceux du 3^{ème} trimestre de l'année précédant celle des dates de référence) ; ainsi que des intérêts légaux en cas de non paiement dans les délais prescrits.

● certifie sur l'honneur⁽¹⁾ que :

- le nombre d'occupants du logement objet des travaux est de personnes,
- le revenu fiscal de référence de l'ensemble des occupants du logement objet des travaux est de :
année N-2 ; année N-1 .
- (cas particulier : vous hébergez à titre gratuit un ménage de ressources modestes dans votre logement ou vous n'êtes pas propriétaire mais assurez la charge des travaux ; dans ce cas, l'Anah doit également connaître vos ressources). Dans ce cas, j'atteste également que personnes vivent sous mon toit (moi y compris) et que le RFR de l'ensemble de ces personnes (moi y compris) est de : année N-2 ; et année N-1 .

⁽¹⁾ Déclaration sur l'honneur : Toute fausse déclaration à l'occasion du dépôt de la demande ou de toute autre démarche vis-à-vis de l'Anah entraînera le retrait de l'aide allouée, le remboursement des sommes indûment perçues éventuellement majorées par décision du Conseil d'administration, et l'interdiction de déposer en tant que propriétaire ou en tant que mandataire, des dossiers de demande de subvention auprès de l'Anah et ce, sans préjudice de poursuites judiciaires. La loi rend passible d'amende ou d'emprisonnement quiconque se rend coupable de fausses déclarations (art. L.441-1 du Code pénal).

● **reconnais être informé** que :

- (cas particulier) en cas d'attribution d'une aide de solidarité écologique (ASE) du programme "Habiter mieux" / FART, le non-respect des conditions propres à son attribution entraîne son retrait. Lorsque l'aide de l'Anah fait l'objet d'une décision de retrait, l'ASE est également retirée. Les sommes éventuellement perçues au titre de l'ASE sont reversées dans les mêmes conditions que pour l'aide de l'Anah.
- l'Anah se réserve la possibilité de faire des contrôles à tout moment et toute fraude m'expose, sans préjudice des poursuites judiciaires éventuelles, à l'interdiction de présenter des demandes pendant un délai pouvant atteindre cinq années ainsi qu'à des sanctions pécuniaires.

● **donne pouvoir** à⁽²⁾ : Nom, prénom :

Raison sociale :

Adresse :

Code Postal : [][][][][] Commune :

pour déposer à la délégation locale, une demande de subvention et, en conséquence, pour recevoir toute correspondance relative à cette demande.

● **accepte que la subvention** soit versée sur⁽³⁾ :

☐ le compte du cabinet, de la société, syndic, gestionnaire

☐ le compte du syndicat des copropriétaires.

L'Anah procédant à des paiements globaux, tous les copropriétaires doivent choisir la même option de paiement.

Fait à, le [][][][][]

Signature du mandataire
(précédée de la mention manuscrite
bon pour acceptation)

Fait à, le [][][][][]

Signature du propriétaire⁽⁴⁾

PIÈCES À FOURNIR LORS DU DÉPÔT DU DOSSIER

- les engagements signés ;
- la copie du dernier avis d'imposition ou de non-imposition reçu de l'administration fiscale, pour toutes les personnes occupant le logement objet des travaux. Il s'agit du dernier avis reçu, c'est à dire l'avis reçu en N-1 concernant les revenus de l'année N-2 ou, s'il atteste d'une baisse des revenus, l'avis reçu en N concernant les revenus de l'année N-1 ;
- cas particulier : vous hébergez à titre gratuit un ménage de ressources modestes dans votre logement ou vous n'êtes pas propriétaire mais assurez la charge des travaux ; dans ce cas, l'Anah doit également connaître vos ressources. À cet effet, joignez la copie du dernier avis d'imposition ou de non-imposition reçu de l'administration fiscale, pour toutes les personnes vivant sous votre toit (vous y compris) ;
- dans le cas où le syndic n'atteste pas de la propriété, une copie du dernier avertissement de la taxe foncière ou une copie de la fiche d'immeuble ou une attestation notariée justifiant de la propriété du logement.

Vu les articles L.321-1 et suivants et R.321-1 et suivants du Code de la construction et de l'habitation.

Vu le règlement général de l'Agence nationale de l'habitat.

Vu l'arrêté du 6 septembre 2010 relatif au règlement des aides du FART.

Vu la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés : les informations recueillies font l'objet d'un traitement informatique destiné à l'instruction de votre demande de subvention ainsi qu'à des exploitations statistiques. Les destinataires des données sont : les services de l'Agence, les organismes partenaires et, le cas échéant, la collectivité locale du lieu du bien concerné. Conformément à la loi « informatique et libertés » du 6 Janvier 1978, vous bénéficiez d'un droit d'accès et de rectification aux informations qui vous concernent. Si vous souhaitez exercer ce droit et obtenir communication des informations vous concernant, veuillez vous adresser à la délégation locale de votre département. Vous pouvez également pour des motifs légitimes, vous opposer au traitement des données vous concernant.

Toute fausse déclaration à l'occasion du dépôt de la demande de paiement, ou de toute autre démarche vis-à-vis de l'Anah entraînera le retrait de l'aide allouée, le remboursement des sommes indûment perçues éventuellement majorée par décision du Conseil d'administration, et l'interdiction de déposer en tant que propriétaire ou en tant que mandataire des dossiers de subvention auprès de l'Anah et ce, sans préjudice de poursuites judiciaires.

⁽²⁾En conséquence, il lui sera notifié la décision de l'Anah comportant la répartition de la subvention par copropriétaire.

⁽³⁾Cocher la case correspondante.

⁽⁴⁾En cas de personnes mariées sous le régime de la séparation de biens ou pacsées, la signature conjointe des deux époux ou des personnes pacsées est obligatoire si l'immeuble est un bien acquis en commun.

En cas d'usufruit, la demande doit être signée par tous les usufruitiers ou leur mandataire.

En cas de dossier déposé par un nu-propriétaire, l'usufruitier doit cosigner la présente demande.